

La Libre Belgique, 23/05/2011, page 4: La fuite des cerveaux a débuté

Un de mes meilleurs scientifiques a accepté un poste à l'université de Cambridge qui peut offrir plus de sécurité à long terme." Ainsi, s'exprimait, dans un récent courrier à la direction de Belspo (la politique scientifique fédérale), le responsable d'un grand institut scientifique du pays. Celui-ci voyait dans ce départ une nouvelle preuve que "l'incertitude a un véritable prix pour les établissements scientifiques".

Cette incertitude, c'est celle qui règne sur l'avenir des pôles d'attraction interuniversitaires (PAI), véritable fleuron de la recherche en Belgique, auxquels participent des scientifiques du nord et du sud du pays, mais aussi de l'étranger. Un programme créé en 1987 et dont le financement (à hauteur de 140 millions d'euros pour cinq ans) est assuré par le fédéral, alors qu'une bonne partie de la recherche a été soit régionalisée (recherche appliquée), soit communautarisée (recherche fondamentale).

Or, la sixième phase des PAI vient à échéance à la fin de cette année. La décision de le prolonger de cinq nouvelles années n'ayant pu jusqu'ici être prise par le gouvernement en affaires courantes, ce sont près de 550 chercheurs de haut vol, directement financés par les PAI, qui risquent de se retrouver d'ici peu sans contrat et de voir réduits à néant leurs travaux s'ils ne sont pas prolongés. Au-delà, ce sont 44 réseaux de recherche, composés de 324 équipes (250 belges et 74 européennes), et impliquent environ 5 000 chercheurs qui se trouvent, aujourd'hui, dans une situation incertaine.

"Il ne se passe pas un jour sans que je ne reçoive un coup de fil me faisant part d'inquiétudes à ce sujet", raconte Philippe Mettens, le patron de Belspo. Selon lui, le cas de ce chercheur qui part à Cambridge, faute d'un avenir assuré chez nous, n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'exode de nos cerveaux.

Vincent Yzerbyt, prorecteur à la recherche à l'UCL, ne dit rien d'autre. "Les chercheurs prennent leurs dispositions. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Nos chefs de projet sont catastrophés de devoir lancer les préavis. Mais il le faut bien, car leurs contrats se terminent et ne peuvent être repris sur d'autres budgets de l'UCL."

Reprenant les mots de l'un de ses meilleurs scientifiques, M. Yzerbyt pose cette sentence : "On met 15 à 20 ans pour construire des équipes de niveau international, mais il ne faut que quelques années pour les voir se disséminer dans la nature."

A l'ULB également, on est inquiet. Didier Viviers, recteur : "Plus les équipes sont performantes, plus les chercheurs ont des chances de trouver ailleurs. Or, les PAI financent des équipes très performantes. Le risque d'un exode est donc d'autant plus grand. Une bonne partie des chercheurs préféreront répondre à un appel d'offres extérieur."

"Nous sommes conscients de la situation politique, poursuit Philippe Mettens, mais il faut que le gouvernement prenne une décision extraordinaire dans le cadre des affaires courantes. C'est le cœur, ou plutôt le cerveau, de la recherche dans le pays. C'est urgent".

La ministre de tutelle, Sabine Laruelle (MR), devrait venir dans les prochaines semaines avec une proposition au Conseil des ministres. De ce que l'on en sait, elle devrait tenter d'assurer la continuité du programme, de trouver des solutions en bon père de famille.

Mais s'il ne devait pas y avoir d'opposition côté francophone, il n'en va pas nécessairement de même du côté flamand, et singulièrement au CD&V. Car il ne s'agit pas seulement de décider de prolonger les PAI.

La question qui est aujourd'hui sur la table est celle de la régionalisation de ce programme, souhaitée par certains. "Dans la profession, personne ne veut de la régionalisation. Début avril, des centaines de chercheurs se sont réunis pour manifester leur soutien aux PAI. Et la majorité d'entre eux étaient des Flamands", assure Philippe Mettens qui croit toujours à un accord sur une prolongation des PAI pour cinq ans, mais ne veut pas d'une prolongation plus courte : "Prolonger pour seulement un an, cela signifierait la fin des PAI. Cela voudrait dire que l'on va vers autre chose."

A côté du problème central des PAI, les affaires courantes produisent d'autres effets désagréables pour la recherche. M. Viviers évoque notamment l'absence de décision et même de débat sur une éventuelle défiscalisation du précompte professionnel du personnel académique, "qui constituerait une bouffée d'oxygène pour les universités". Vincent Yzerbyt déplore, pour sa part, la mise en péril de certains programmes de recherche thématiques financés par le fédéral également (la recherche spatiale ou polaire; les programmes d'appui à la politique fédérale, qui constituent des outils d'aide à la décision, par exemple, en matière de consommation durable;...). Il constate également que la voix d'un gouvernement en affaires courantes se fait moins facilement entendre dans l'Union européenne : "Nous sommes moins capables de peser sur les décisions relatives à l'orientation des programmes conjoints de recherche."

Hormis la remise en cause des PAI, "aucun de ces problèmes ne constitue en soi la fin du monde, relativise Vincent Yzerbyt. Mais à force d'en rencontrer, le travail du chercheur devient un vrai parcours du combattant. Je suis extrêmement inquiet".